



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-81507>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-81507**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Commune de Sainte-Maxime

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : FOURNITURE, GESTION, CONDITIONNEMENT ET LIVRAISON MENSUELLE DE TITRES RESTAURANT

**Description** : La présente consultation a pour objet la fourniture, la gestion, le conditionnement et la livraison mensuelle de titres restaurant pour les agents de la Ville et du CCAS de Sainte-Maxime. Un groupement de commandes entre la Ville de Sainte-Maxime et le CCAS a été constitué en vue de répondre à leurs besoins respectifs.

**Identifiant de la procédure** : c32947e3-3221-4b19-9333-d51c3577dd42

**Identifiant interne** : 2024-AP1800AC

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )**: 30199770 Chèques-repas

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 66133000 Services de traitement d'opérations et services de compensation

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Var ( FRL05 )

**Pays** : France

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Le dossier de consultation des entreprises peut être obtenu gratuitement et ce jusqu'à la date limite de réception des offres sous format électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>. Les informations relatives à la copie de sauvegarde sont indiquées dans l'article 6 du Règlement de la Consultation.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Faillite : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Corruption : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Concordat : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Participation à une organisation criminelle : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Fraude : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Insolvabilité : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Biens administrés par un liquidateur : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Motifs d'exclusion purement nationaux : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable d'une faute professionnelle grave : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

État de cessation d'activités : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement d'impôts et taxes : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Cf. DC1 ou Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : FOURNITURE, GESTION, CONDITIONNEMENT ET LIVRAISON MENSUELLE DE TITRES RESTAURANT

**Description** : La présente consultation a pour objet la fourniture, la gestion, le conditionnement et la livraison mensuelle de titres restaurant pour les agents de la Ville et du CCAS de Sainte-Maxime. Un groupement de commandes entre la Ville de Sainte-Maxime et le CCAS a été constitué en vue de répondre à leurs besoins respectifs.

**Identifiant interne** : 2024-AP1800AC

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nature supplémentaire du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 30199770 Chèques-repas

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 66133000 Services de traitement d'opérations et services de compensation

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : SAINTE MAXIME

**Code postal** : 83120

**Subdivision pays (NUTS)** : Var ( FRL05 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 12 Mois

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires** : L'accord-cadre avec minimum et maximum (en quantité) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01 /01/2025, reconductible 3 fois par période d'un an sans pouvoir excéder 4 ans. Le présent marché est un marché à bons de commandes avec un minimum et un maximum en quantité dans les proportions suivantes : - Quantité minimale annuelle : 25 000 titres restaurant - Quantité maximale annuelle : 100 000 titres restaurant La valeur faciale à la date d'effet du marché est actuellement fixée à 10,00 € et pourra être amenée à évoluer.  
Monnaie : Euro

#### 5.1.7 Marché public stratégique

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description** : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner. Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Description** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Valeur technique (85%)

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix des prestations (10%)

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Performances en matière de protection de l'environnement (5%)

**Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères :** La valeur technique est décomposée en sous-critères détaillés dans le Règlement de la Consultation (article 7.2).

**5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-securises.fr>

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-securises.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 03/09/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 4 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** oui

**Le paiement en ligne sera utilisé : oui**

**Informations relatives aux délais de recours :** Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à : Greffe du Tribunal Administratif de Toulon 5 rue Racine 83041 Toulon CEDEX 09 Tél : 0494427930 Télécopie : 0494427989 Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal Administratif de Toulon

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Toulon

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Toulon

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Commune de Sainte-Maxime

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Commune de Sainte-Maxime

**Numéro d'enregistrement :** 21830115800018

**Adresse postale :** Boulevard des Mimosas

**Ville :** Sainte Maxime

**Code postal :** 83120

**Subdivision pays (NUTS) :** Var ( FRL05 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** commande-publique@ste-maxime.fr

**Téléphone :** +33 494567798

**Télécopieur :** +33 494967974

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://ville-sainte-maxime.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

## Organisation qui reçoit les demandes de participation

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Toulon

**Numéro d'enregistrement** : 13000525900010

**Adresse postale** : 5 rue Racine CS 40510

**Ville** : TOULON CEDEX 9

**Code postal** : 83041

**Subdivision pays (NUTS)** : Var ( FRL05 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Téléphone** : +33 494427930

**Télécopieur** : +33 494427989

**Adresse internet** : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : dfa269cc-8665-4363-a783-9e9aa71182e4 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 11/07/2024 à 10:37

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 11/07/2024